

Communiqué du député Jean-René Cazeneuve

" L'accord trouvé sur le budget préserve la stabilité du pays et tient notre engagement de 5,4% de déficit"



Communiqué du député Jean-René Cazeneuve

La Commission mixte paritaire a **abouti à un accord** sur le projet de loi de finances pour 2025, **je m'en félicite**. Un compromis exigeant, mais nécessaire, pour préserver la **stabilité du pays** et éviter une seconde censure aux conséquences apocalyptiques.

Ce budget doit permettre de **tenir le cap du déficit à 5,4 % du PIB**, tout en actant des avancées concrètes :

- Création de 1 500 postes au **ministère de la Justice**
- Poursuite du financement de nos lois de programmation (Défense, Intérieur, Justice ...)
- Extension du **prêt à taux zéro (PTZ)** dans le neuf et rénovation lourde à **tout le territoire**
- 150 millions supplémentaires **pour la recherche, les universités et l'école**

Il concrétise également des promesses faites au monde agricole depuis un an :

- **Suppression de la hausse de la fiscalité appliquée au gazole non routier (GNR)** agricole avec le maintien des mesures de compensation
- Mesures fiscales pour **faciliter la transmission des exploitations** aux jeunes agriculteurs
- Augmentation du taux de dégrèvement appliqué à la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB)
- Exonération de 30% sur la déduction pour l'épargne de précaution (DEP) **en cas de sinistre climatique ou sanitaire**

Mais l'équilibre reste fragile. Certaines concessions pèseront sur notre trajectoire budgétaire et interrogent sur notre capacité à maîtriser la dépense publique : révision à la baisse de l'effort demandé aux collectivités territoriales, abandon des suppressions de postes dans l'Éducation nationale et à France Travail...

Chacun a pu mesurer les effets de la censure votée par le RN et LFI : une économie à l'arrêt, un pays dans l'incertitude et des français inquiets. Les Républicains et les Socialistes ont fait le choix de la responsabilité en travaillant à un consensus. Ce budget ne satisfait aucun camp dans sa totalité, mais il évite le chaos politique et financier. L'essentiel demeure : **tenir notre engagement de 5,4 % de déficit et refuser toute dérive qui mettrait en péril l'avenir économique du pays.**